

SÉMA-E

201, boulevard Jean Moulin - BP 90036 - 49401 SAUMUR Cedex

02 41 67 08 17 - accueil@sema-e49.com

sema-e49.com



Rapport du mandataire 2021

Communauté
d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Partie 1. VIE DE LA SOCIETE

A. Vie sociale

1. La gouvernance et les mandataires sociaux

Par délibération en date du 17 juin 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Concernant les administrateurs, Monsieur Alain LE GALL, le représentant permanent de la société VEOLIA, a été remplacé par Monsieur Dominique GOLBERG. Le Conseil d'Administration du 18 mai 2021 a pris acte de ce remplacement.

Madame Aurélie KAMINSKI a été désignée Directrice générale par délibération du Conseil d'administration du 19 novembre 2014, pour une durée illimitée. Madame Aurélie Kaminski a présenté sa démission de son mandat de Directrice générale par courrier le 15 novembre dernier. Ses missions ont pris fin le 15 janvier 2022.

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 6 janvier 2022, a désigné Monsieur David GOUDET en tant que Directeur général, à partir du 15 janvier 2022 et pour une durée indéterminée.

Le tableau suivant récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux. Il s'agit des mandats occupés dans d'autres sociétés commerciales, quelle que soit leur forme.

DATE	NOM	FONCTION	MANDAT EXERCE DANS UNE AUTRE SOCIETE
Depuis le 10 septembre 2020	Christian RUAULT	Président	Néant
Du 19/11/2014 au 15/01/2022	Aurélie KAMINSKI	Directrice générale	Directrice générale - Saumur Agglopropreté
Depuis le 15/01/2022	David GOUDET	Directeur général	Directeur général - Saumur Agglopropreté

2. Examen des conventions règlementées de l'exercice

a) Liste des conventions autorisées en 2021 par le Conseil d'administration

Une convention réglementée nouvelle a été autorisée en Conseil d'administration durant l'année 2021. Il s'agit de l'avenant n°1 au contrat de sous-traitance de gestion du centre de transfert.

Conformément à l'ordonnance N°2014-863 du 31 juillet 2014, le Conseil d'Administration du 18 mai 2021 a réexaminé les conventions règlementées en vigueur :

- bail commercial pour l'occupation du siège social avec la SPL Saumur Agglopropreté et ses avenants 1, 2, 3 et 4 et 5 ;

- marché de gestion du centre de transfert de Bellevue avec la SPL Saumur Agglopropreté pour un montant de 2 788 728 € HT pour une période 5 ans éventuellement renouvelable 1 an ;
- convention 2020/01 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du centre d'environnement de Bellevue – Saint Lambert des Levées ;
- convention 2020/02 fixant les modalités de remboursement par la SPL Saumur Agglopropreté des charges supportées par la SEMA-E relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet ;
- convention 2020/03 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet.
- convention d'occupation du domaine public à Bellevue avec la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
- convention d'apport en compte courant avec la SAS SEVE

b) Conventions courantes avec la SPL Saumur Agglopropreté

Comme tous les ans, plusieurs conventions ont été passées en 2021 entre la SéMA-E et Saumur Agglopropreté dans le cadre d'opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il s'agit essentiellement de conventions portant sur de la location de véhicules.

Enfin, la SPL Saumur Agglopropreté et la SEMA-E ont constitué un groupement de commandes en 2014. Ce groupement permet aux deux structures de rationaliser leurs coûts de gestion et de faire des économies d'échelle en mutualisant leurs achats.

Cette convention de groupement est basée sur une liste limitative de prestations concernées. En 2021, un 3e avenant a été signé pour compléter la liste des prestations rentrant dans le champ du groupement de commandes :

- installation et maintenance de logiciels (gestion de la maintenance assistée par ordinateur, logiciel d'exploitation des cartes de tachygraphe des véhicules) ;
- fourniture de carburants (gazole, GNR, GNV, Ad Blue) ;
- fourniture de matériels pour les véhicules (pneumatiques, pièces détachées, pièces diverses) ;
- prestations d'entretien et de réparation des véhicules ;
- service de complémentaire santé et prévoyance ;
- prestations d'intérim ;
- ménage ;
- traitement de déchets.

c) Conventions courantes avec d'autres actionnaires ou administrateurs

La société a conclu diverses conventions avec des actionnaires ou des administrateurs dans le cadre de son activité. Il s'agit notamment de prestations que ses actionnaires ou administrateurs lui sous-traitent, dans le cadre de contrat (collecte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, transport des déchets verts de la ville de Saumur pour la SARL Moulin des Chasles, ...). Il s'agit aussi de contrats de traitement de déchets, comme le contrat passé entre la SAVED (filiale Veolia) et la SémA-E pour le traitement des DIB.

3. L'actionnariat et les administrateurs

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

SEML AGGLO ENVIRONNEMENT (SÉMA-E)
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2021
CAPITAL DE 245 000 EUROS DIVISE EN 1 750 ACTIONS DE 140 EUROS.

ACTIONNAIRES	%	NB ACTIONS	ADMINISTRATEURS
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Représenté en AG par M. Christian RUAULT	69 %	1205	Mme Sylvie BEILLARD Mme Isabelle GRANDHOMME M. Jackie GOULET M. Grégory PIERRE M. Gérard POLICE Mme Sylvie PRISSET M. Christian RUAULT Mme Jacqueline TARDIVEL M. Eric TOURON
Véolia - Grandjouan Saco	17 %	300	M. Dominique GOLDBERG
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Anjou	6 %	100	M. Arnaud PANAGET
Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine et Loire	2 %	30	M. Jean-Benoît PORTIER
Citec Environnement	2 %	30	-
Henri Passenaud Récupération	2 %	30	-
Ecosys	1 %	20	-
Sarl Moulin des Chasles	1 %	20	M. Lucien GERBIER
Performance Environnement	1 %	15	-

4. Les commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE - MANDAT (DANS LES STATUTS)	DATE DE RENOUELEMENT DU MANDAT EN AGO
Titulaire : TGS France AUDIT	6 ans	18 juin 2018

5. Les filiales et participations

La SémA-E ne dispose pas de filiale et a pris des participations dans deux sociétés : la SAS Saumur Energies Vertes et la SAS Or Norme.

Ces prises de participations correspondent aux orientations de développement de la SémA-E définies en 2017, qui proposent de soutenir et d'accompagner des projets dans le domaine de la valorisation des déchets et de l'économie circulaire sur le territoire.

SAS Saumur Energies Vertes

La SAS Saumur Energies Vertes a été créée le 30 mai 2017, pour porter deux projets :

- une unité de méthanisation à Chacé ;
- une station de distribution de bio-GNV à Saumur.

La société est détenue à parité par quatre associés, LBG Environnement, représentée par Lucien Gerbier, BFD développement et MCPA, représentées par François Dusannier et la SémA-E.

La SEMA-E a effectué un apport en capital de 10 000 €, ce qui correspond à une participation de 33,33% dans la SAS SEVE. Cet apport a été autorisé par le Conseil d'Administration de la SEMA-E lors de la séance du 12/04/2017.

L'entreprise ayant fait face à plusieurs dépenses depuis sa création pour le lancement des deux projets, le Président de Saumur Energies Vertes a demandé à chaque associé d'effectuer le versement d'apports au compte courant afin de pouvoir couvrir les différentes dépenses liées aux projets :

- le Conseil d'administration du 08 mars 2018 a validé un apport en compte courant à hauteur de 10 000 € ;
- le Conseil d'administration du 11 juillet 2018 a validé un apport en compte courant à hauteur de 20 000 € ;
- le Conseil d'administration du 12 décembre 2018 a validé un apport en compte courant à hauteur de 10 000 € ;
- le Conseil d'administration du 27 mars 2019 a validé un apport en compte courant à hauteur de 85 000 € ;
- le Président a également validé un apport en compte courant de 60 000 € le 12 août 2019. Il était prévu que cet apport soit remboursé avant la fin de l'année 2019, ce qui a bien été le cas.

Les Conseils d'administration ont validé le fait que ces apports ne soient pas rémunérés et ne puissent donner lieu à demande de remboursement avant 2021 (hormis le dernier apport en compte courant remboursé en décembre 2019 pour un montant de 60 000 €).

Par ailleurs, le compte-courant est bloqué en garantie des prêts accordés pour le projet de station BIO GNV et de méthaniseur, à hauteur de 123 400 € pour une durée de 72 mois.

Au-delà de ces validations en Conseil d'Administration, une convention en compte courant a été rédigée pour formaliser les conditions d'utilisation du compte courant d'associé. Le projet de convention d'apport en compte courant a été validé lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2019.

Les deux premiers exercices comptables de la SAS Saumur Energies Vertes se sont soldés par des pertes, dues au lancement d'activité.

En effet, les premières années ont été consacrées à la création des outils de production. Ce qui s'est traduit par la comptabilisation de production immobilisée, correspondant à la somme des travaux effectués pour le propre compte de l'entreprise.

La station Bio GNV a été inaugurée le vendredi 14 février 2020, la vente de biogaz a démarré à cette période. L'essentiel des travaux du site de méthanisation à Bellevigne les Châteaux a été achevé également pendant l'année 2020. La production a débuté en septembre 2020.

L'exercice 2020 a généré des premières rentrées d'argent liées au démarrage de l'activité. Le résultat s'est soldé sur un bénéfice de 16 k€.

L'activité a continué à monter en puissance en 2021 de façon lente mais progressive, après avoir constaté un effet COVID. L'exercice 2021 se solde sur un résultat à l'équilibre.

SAS Or Norme

Le projet, porté par l'association Valorise, est de créer une entreprise de transformation de fruits et légumes déclassés.

Il présente les atouts suivants :

- il répond à des enjeux réels de réduction des déchets et de développement de l'économie circulaire ;
- il est ancré dans le territoire saumurois puisque la fourniture des fruits et légumes se fera quasi exclusivement avec des producteurs locaux.

Le Conseil d'Administration du 15 mai 2019 a validé l'entrée de la SEMA-E au capital de la société Or Norme, à hauteur de 20 000 €, considérant ce projet comme intéressant pour le territoire, tant au niveau de la réduction des déchets et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, que pour la création d'une zone d'activité économique, sociale et environnementale à Brain sur Allonnes. Ce projet est en cohérence et en complémentarité avec les projets portés par la SEMA-E et son objet social.

La production sur le site de Brain sur Allonnes a commencé fin octobre 2020. En parallèle, la commercialisation des produits a débuté début 2021, notamment auprès des enseignes de la grande distribution de la Région.

L'enjeu pour l'année 2021 était également la constitution du stock pour pouvoir développer le réseau commercial. Celui-ci a commencé à se constituer grâce à la montée en puissance de l'outil de production.

Le premier exercice comptable (exceptionnellement sur une durée de 18 mois) s'est soldé sur une perte de 65 k€. La trésorerie s'élevait à 69 k€ au 30/06/2021.

Le chiffre d'affaires reste faible sur les premiers mois du second exercice et ne permet pas de couvrir les charges. Le prévisionnel 2021-2022 fait apparaître une perte sur l'exercice.

La situation est critique aussi au niveau de la trésorerie. Il est en effet nécessaire de vendre rapidement le plus de produits possible pour pouvoir également injecter des liquidités dans la société. Et éviter un risque de défaut de paiement dans les prochains mois.

La Présidente d'Or Norme a mis en place un plan d'actions commerciales. Des apports en compte courant ont également été réalisés par certains actionnaire pour garantir la continuité d'exploitation.

Etant donné ces éléments, il a été décidé de procéder à une dépréciation d'actifs dans les comptes de la SEMA-E, pour un montant de 8 649 € calculé de la manière suivante :

Valeur comptable des titres en date de clôture du 30/06/2021	20 000 €
Capital social	110 000 €
Résultat comptable	-65 112 €
Valeur des capitaux propres en date de clôture du 30/06/2021	62 432 €
Proportion du capital détenu	18,18%
Quote part des capitaux propres	11 351 €
Moins-value latente	8 649 € (20 000 € - 11 351 €)

6. Les contrôles externes

La société n'a pas été contrôlée en 2021 par un organisme extérieur.

B. Bilan social

a) Évolution globale des effectifs

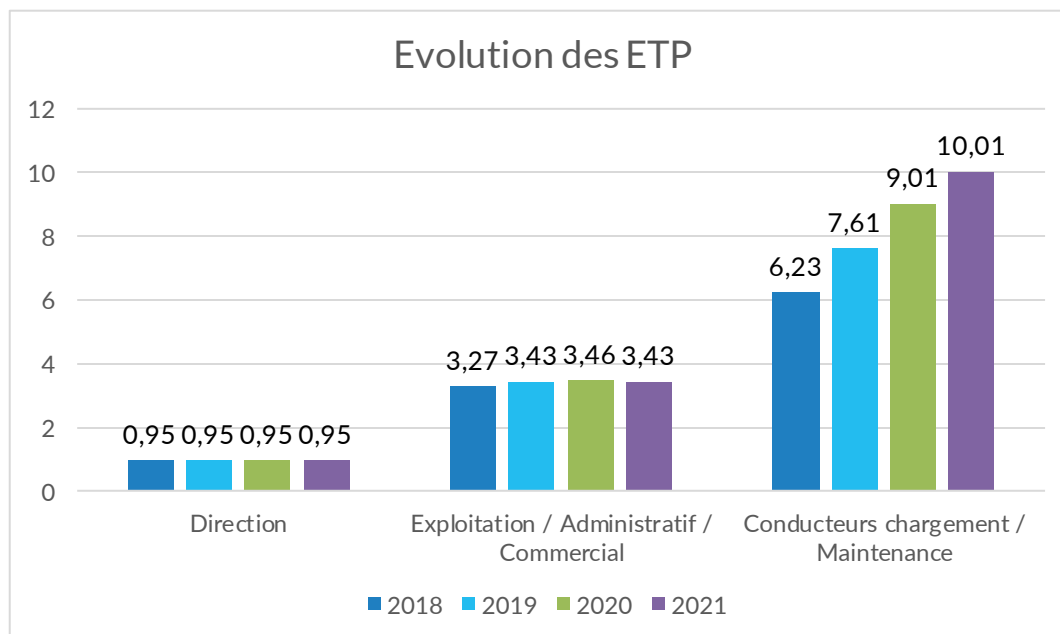
Au 31 décembre 2021, la SEMA-E compte 22 personnes physiques en contrat à durée indéterminée, correspondant à 14,40 ETP sur l'ensemble de l'année.

L'organigramme a connu peu de modifications en 2021 :

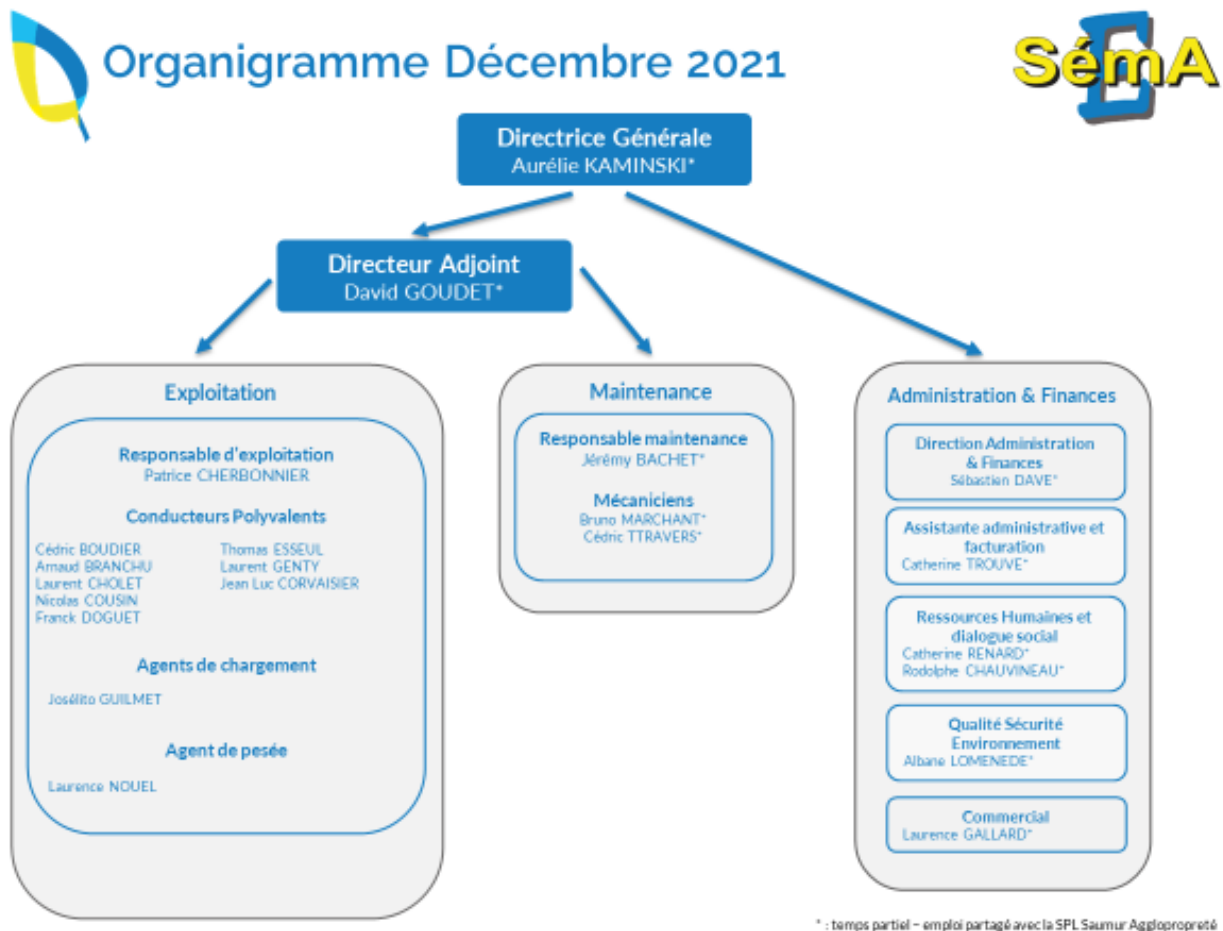
- embauche à temps complet d'un conducteur de matériel de collecte le 31 mai 2021 ;
- départ du Responsable communication (temps partiel) le 30 avril 2021

EMPLOIS	NOMBRE DE SALARIES AU 31 DECEMBRE 2021	NOMBRE D'ETP AU 31 DECEMBRE 2021
Direction	2	0,95
Exploitation administratif commercial	8	3,43
Conducteurs chargement maintenance	12	10,01
Total	22	14.39

L'effectif total augmente légèrement en 2021 par rapport aux années précédentes.



b) Organigramme de la société au 31 décembre 2021



* : temps partiel - emploi partagé avec la SPL Saumur Agglopropreté

c) Type de contrat

Ce tableau indique la répartition des effectifs par type de contrats dans l'entreprise durant l'année écoulé (démission et embauche comprises).

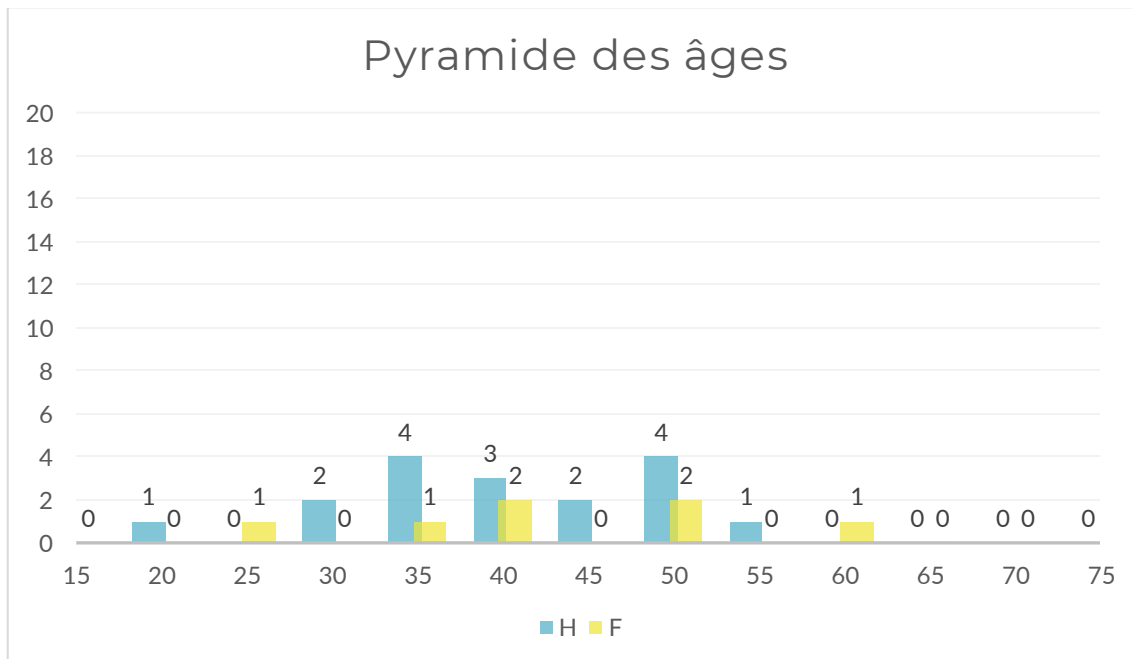
	2017	2018	2019	2020	2021	Variation
Déterminée	0	1	0	1	0	-100,00%
Indéterminée	23	21	18	22	22	0,00%
Total	23	22	18	23	22	-4,35%

La société n'a pas eu recours aux CDD en 2021 contrairement à l'année 2020 lors du remplacement d'un congé maternité.

d) *Recours à l'Intérim*

Le recours à l'intérim diminue en 2021. Le montant passe de 109 k€ en 2020 à 86 k€ en 2021.

e) *Pyramide des âges et moyenne d'âge par sexe*



Au 31/12/2021, l'âge moyen est de 43 ans :

- 47 ans pour le personnel féminin (6 salariées)
- 42 ans pour le personnel masculin (16 salariés).

f) *Dialogue social*

Depuis la fin d'année 2020, la SEMA-E est doté d'un CSE composé d'un membre titulaire et d'un membre suppléant.

Plusieurs réunions, en moyenne une par mois, ont eu lieu cette année.

Au cours de ces réunions, les principaux points d'échanges portés par les membres du CSE peuvent être regroupés autour des thèmes suivants :

- Conditions de travail (amélioration des locaux de travail sur le site de Bellevue, renouvellement du matériel) ;
- Santé et sécurité au travail (gestion des mesures en lien avec la COVID-19)
- Rémunération et pouvoir d'achat (plusieurs demandes de revalorisations générales des salaires, demande d'attribution d'une prime en faveur du pouvoir d'achat...).

Il est important de souligner que le dialogue social de l'année 2021 a encore été fortement marqué par la COVID-19.

Des réunions extraordinaires lui ont été consacrées, notamment pour pouvoir mettre en place le dispositif d'activité partielle.

g) Prévention des risques professionnels

La SEMA-E accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

En 2021, une procédure en cas d'alerte nucléaire a été mise en place sur le centre de transfert de Bellevue.

Concernant la pandémie de COVID-19, les consignes sanitaires au sein de l'entreprise ont été appliquées, sur la base des protocoles du gouvernement. Les procédures ont évolué pour prendre en compte les décisions gouvernementales, ce qui a notamment impliqué le port du masque obligatoire dans les bureaux avec la fourniture de masques chirurgicaux aux employés, et des procédures de désinfection des véhicules et des tables en mettant à la disposition du personnel tout le matériel adéquat (lingettes, produit désinfectant...). Ces mesures se sont accompagnées du rappel des gestes barrières et la continuité du télétravail pour le personnel le désirant.

h) Absentéisme – Accidents du travail

Concernant les accidents du travail, une recherche des causes de ces derniers est effectuée afin de mettre en place des mesures de prévention et éviter la réapparition de ces derniers.

En 2021, l'entreprise a recensé 3 accidents de travail, dont 1 ayant donné lieu à un arrêt de travail, pour un total de 3 jours d'arrêt.

ACCIDENT	DATE DE L'ACCIDENT	ARRET	NB. DE JOURS
En descendant de la cabine son pied a glissé sur une bouteille en plastique du centre de tri de Paprec, il est tombé et a ressenti une douleur au niveau du bas du dos	26/01/2021	OUI	3
En montant dans la cabine la marche du bas a cédé, il s'est cogné le tibia sur un morceau de plastique provoquant un trou	06/10/2021	NON	
En voulant desserrer un câble hydraulique a perdu l'équilibre et s'est cogné contre une barre de fer	13/12/2021	NON	

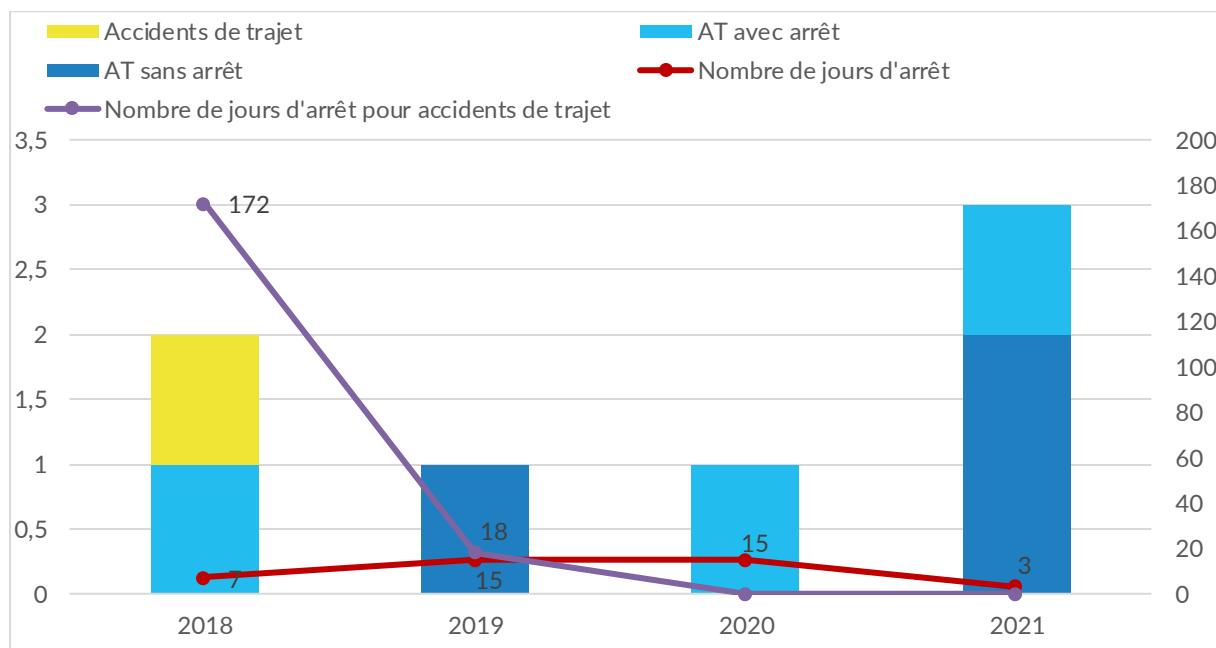
Le tableau ci-après récapitule le nombre de jours d'arrêt et les taux de gravité et de fréquence.

ANNEE	2019	2020	2021
Nombre de jours d'arrêt (Accident de travail et accident de trajet)	33	15	3
Taux de fréquence*	0	48,25	47,99
Taux de gravité**	1,65	0,72	0,14

* Le taux de gravité représente le nombre de journées indemnisées, pour 1 000 heures travaillées, c'est-à-dire le nombre de journées perdues par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées.

** Le taux de fréquence est le nombre d'accident, avec arrêt de travail supérieur à un jour, survenus au cours d'une période de 12 mois par million d'heures de travail.

Le graphique ci-dessous répertorie le nombre d'accidents de travail ou de trajet de ces dernières années ainsi que le nombre de jours d'arrêt :



On constate une baisse de la gravité des accidents ces dernières années avec par conséquent un nombre de jours d'arrêt en diminution. Cependant, on constate une hausse des accidents déclarés en 2021.

Au final, le nombre d'heures d'absence lié aux accidents du travail est en baisse sur l'année (-28.58%).

On constate une légère hausse du nombre d'heure d'absence pour maladie sur l'année 2020 (+2.26%).

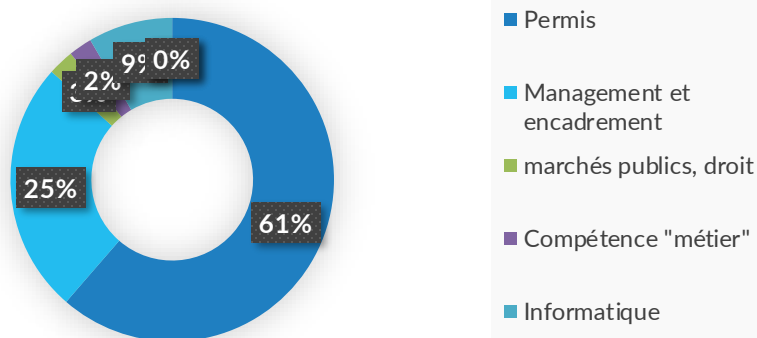
ABSENCES (NB HEURES)	2019	2020	2021	VARIATION
Maladie	438	2208	2257	+ 2.26%
Maternité / Paternité	25	83	56	-32.68%
Accident du travail	315	76	54	-28.58%
TOTAL	779	2366	2367	+0.05%

i) Plan de développement des compétences 2021

Conformément aux obligations légales, la SEMA-E se dote annuellement d'un plan de développement des compétences pour maintenir à jour les formations obligatoires des salariés, mais également pour développer leur employabilité.

En 2021, 206 heures de formation ont été suivies par l'ensemble du personnel de la société. Ce volume de formation a été réparti entre 12 personnes uniques au sein de l'entreprise.

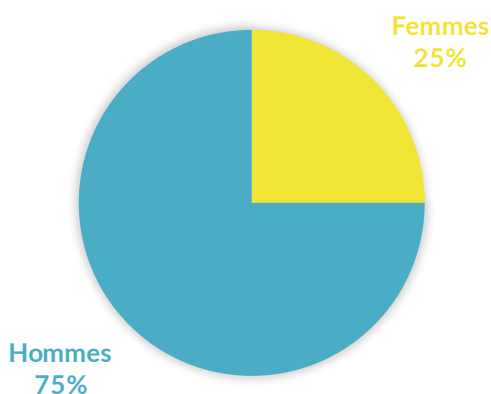
Part des formations en % du budget



Pour l'année 2021, les formations obligatoires en lien avec l'activité de la société (renouvellement de permis/ CACES/ FCO) représentent encore une fois à elles seules plus des 2/3 du budget dédié aux formations.

Grace à un partenariat avec les services de santé au travail qui réalise en partie, gratuitement les formations SST, la part des formations en lien avec la sécurité et les risques professionnels n'impacte pas le budget de formation alors qu'elle représente 8% du temps passé en formation.

RÉPARTITION DU TEMPS DE FORMATION ENTRE FEMMES ET HOMMES



La répartition des heures de formation apparait en faveur des femmes puisque 25% des heures de formation effectuées en 2021 leur sont attribuées alors qu'elles ne représentent que 7,3% des effectifs de la société.

Bilan financier du plan de développement des compétences 2021

Le plan de développement des compétences 2021 représente un investissement en termes de coûts pédagogiques de 6 415,25€, soit 1,33% de la masse salariale brute.

Au travers de différents dispositifs, la SEMA-E a pu bénéficier de remboursement à hauteur de 1987,00€ soit 31% de son investissement formation.

PARTIE 2. EXERCICE DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

A. Les représentants de la CASVL au sein de la Séma-E

Pour rappel, la société est gérée par un Conseil d'administration, où siègent 13 administrateurs, dont 9 sont les représentants de la Communauté d'Agglomération.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au sein de la SEMA-E ont été renouvelés lors du Conseil communautaire du 30 juillet 2020. Il s'agit de :

- Madame Sylvie BEILLARD
- Monsieur Jackie GOULET
- Madame Isabelle GRAND'HOMME
- Monsieur Grégory PIERRE
- Monsieur Gérard POLICE
- Madame Sylvie PRISSET
- Monsieur Christian RUAULT
- Madame Jacqueline TARDIVEL
- Monsieur Eric TOURON

M. Christian RUAULT a été désigné pour assurer la fonction de Président du Conseil d'Administration par délibération du Conseil d'administration du 10 septembre 2020.

La Communauté d'Agglomération est la seule collectivité locale actionnaire de la Seml Agglo Environnement. Elle détient 69 % des actions et est représentée à l'Assemblée générale par M. Christian RUAULT.

B. Le fonctionnement du Conseil d'administration

En 2021, 4 conseils d'administration ont eu lieu.

Le 16 février 2021, consacré essentiellement à un point d'activité.

Le 18 mai 2021, consacré essentiellement :

- à la validation du projet de rapport de gestion ;
- à l'arrêté des comptes 2020.

Le 21 septembre 2021, consacré essentiellement à un point d'activité et à l'autorisation de lancer une consultation pour l'achat d'une pelle.

Le 16 novembre 2021, consacré essentiellement à la validation du budget 2022.

Par ailleurs, un point d'avancement sur les projets SEVE et Or Norme, ainsi qu'un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

C. Les Assemblées générales

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 24 juin 2021 pour approuver les comptes de la société.

Partie 3. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion **les résultats les plus significatifs**, dans les domaines comptables et financiers.

Vous trouverez en annexe le détail du compte de gestion et du bilan, extrait de la liasse fiscale.

A. Les principaux chiffres

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- Le **chiffre d'affaires** H.T. s'est élevé à **1 852 727 euros** contre 1 787 745 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+3,6 %** ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **1 886 275 euros** contre 1 831 513 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+3 %** ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **1 777 779,41 euros** contre 1 725 954 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+3 %** ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à **108 496 euros** contre 105 559 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **2,8%** ;
- Le montant des **traitements et salaires** s'élève à **540 465 euros** contre 494 673 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **+9 %** ;
- Le montant des **charges sociales** s'élève à **194 278 euros** contre 178 595 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **+9 %** ;
- Le montant des dépenses de **travail intérimaire** se sont élevées à **86 482 euros** contre 109 382 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de **21 %**.

Compte tenu d'un **résultat financier** de **-35 466 euros** contre -22 953 euros au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt** de l'exercice ressort à **73 030 euros** contre 82 605 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de **11%**.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel** de **3 110 euros** contre -112 002 euros au titre de l'exercice précédent, et d'un versement au titre de l'impôt sur les sociétés de 12 287 euros, le résultat de l'exercice se solde par **un bénéfice de 63 853,11 euros** contre une perte de 29 396,86 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **+ 93 249 €**.

Au 31 Décembre 2021, le **total du bilan** de la Société s'élevait à **3 912 149 euros** contre 3 842 052 euros pour l'exercice précédent (en hausse de 2%). L'**actif immobilisé** est de **2 408 491 euros** contre 2 326 040 euros pour l'exercice précédent soit une variation de **+3 %**. L'**actif circulant** est de **1 503 658 euros** contre 1 516 011 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de **0,8%**.

Les **capitaux propres** sont de **1 833 479 euros** contre 1 772 383 euros, soit une hausse de **3%**.

B. Analyse du bilan

Au niveau de l'actif, on constate une hausse de 3% des actifs immobilisés (2 408 491 € en 2021 contre 2 326 040 € en 2020).

Cette hausse trouve son origine dans l'acquisition de matériel (chargeuse pour 176 k€ HT). Par ailleurs, le solde des travaux d'agrandissement du siège, portés par la SEMA-E, propriétaire des locaux a été portée à l'actif.

L'actif circulant est relativement stable (1 503 658 euros en 2021 contre 1 516 011 euros pour l'exercice précédent).

Après une baisse en 2020 du fait de la perte constatée, les capitaux propres de l'entreprise augmentent à nouveau en 2021 (+3%, passant de 1 772 383 € en 2020 à 1 833 479 € en 2021).

Les dettes auprès des établissements de crédit augmentent de 3% sous l'effet du prêt contracté pour le financement de la chargeuse. Elles s'établissent à 1 645 803 €. Pour rappel, celles-ci avaient augmenté fortement en 2020 (+111%) avec le financement des travaux.

Principauxratios

- Ratio d'autonomie financière (capitaux propres/total du bilan : mesure le degré d'importance des financements internes rapportés au total des financements) reste stable en 2021, à 46% ;
- Ratio de liquidité générale (actif circulant / passif à court terme, représente la capacité d'une entreprise à payer ses dettes à court terme) : 347% contre 320% en 2020 ;
- Ratio de couverture des emplois stables (capacité pour l'entreprise à financer les actifs de long terme par des ressources stables), stable également en 2021 à 144% ;
- Ratio de vétusté : 48,2% contre 49,6% en 2020.

Celui-ci se dégrade légèrement, après une forte augmentation en 2020 qui s'expliquait par les investissements réalisés notamment dans les travaux d'agrandissement et de réhabilitation du siège.

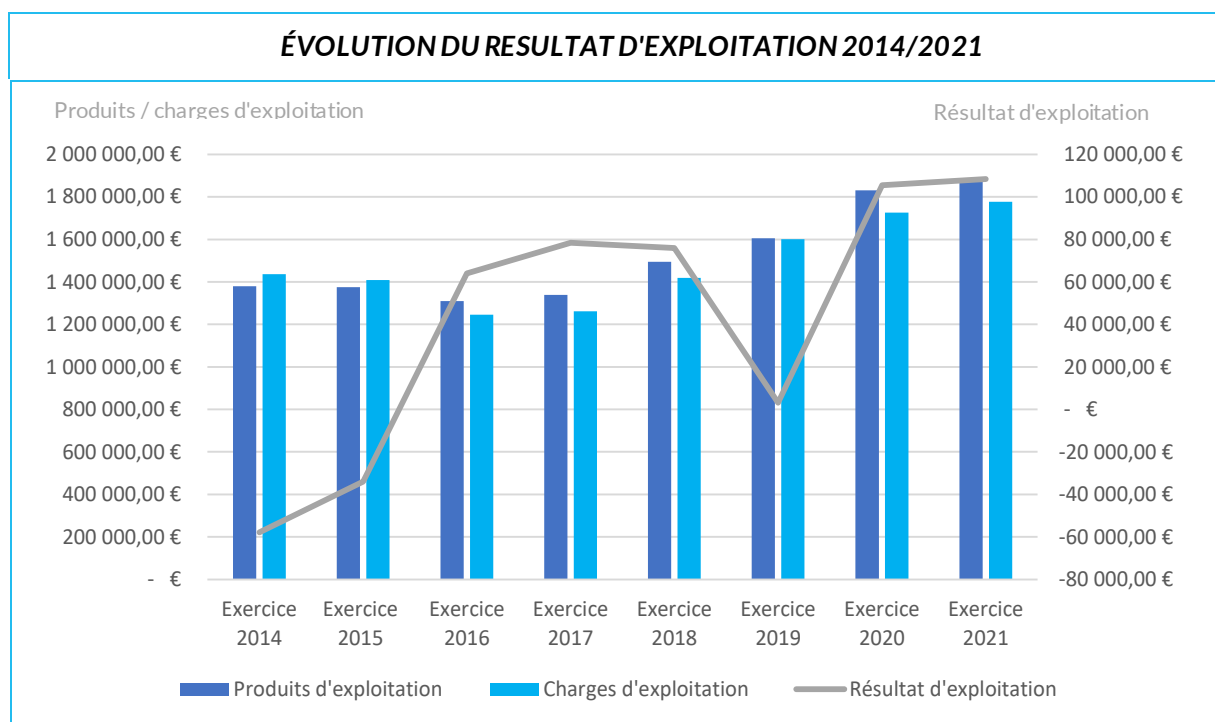
Par contre, le taux de vétusté des véhicules s'élève à 26,6% en hausse par rapport à 2020. Mais cet indicateur signifie que le parc des véhicules est globalement plus vétuste que l'ensemble des immobilisations.

Globalement, les ratios bilantiels évoluent peu en 2021 et la situation financière de la société reste très solide. L'entreprise garde une autonomie financière et possède toujours des capacités pour faire appel aux banques en cas de besoin.

C. Analyse du compte de résultat

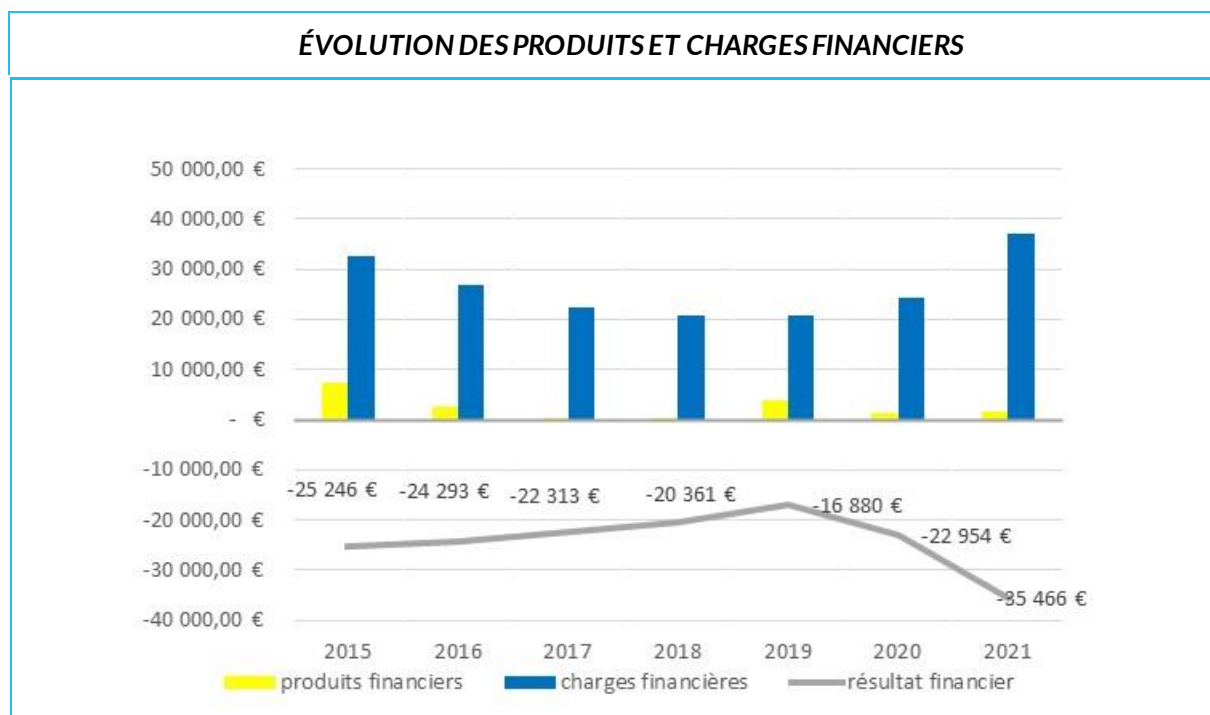
1. Le compte d'exploitation

	Exercice 2020	Exercice 2021	Evolution 2021 VS 2020
Produits d'exploitation	1 831 513,96 €	1 886 275,52 €	3,0%
Chiffre d'affaires	1 787 745,99 €	1 852 727,27 €	3,6%
Subvention d'exploitation	- €	- €	
Reprise DAP, transfert de charges	43 765,48 €	33 540,93 €	-23,4%
Autres produits	2,49 €	7,32 €	194,0%
Charges d'exploitation	1 725 954,58 €	1 777 779,41 €	3,0%
Achat matières premières	8 874,50 €	4 701,96 €	-47,0%
Autres achats et charges externes	797 488,23 €	795 617,04 €	-0,2%
Impôts et taxes	21 224,89 €	17 700,18 €	-16,6%
Salaires et traitement	494 673,05 €	540 465,20 €	9,3%
Charges sociales	178 595,99 €	194 278,60 €	8,8%
Dotation amortissement	222 466,76 €	221 944,88 €	-0,2%
Autres dotations	953,00 €	1 218,00 €	27,8%
Autres charges	1 678,16 €	1 853,55 €	10,5%
Résultat d'exploitation	105 559,38 €	108 496,11 €	2,8%



Les produits et les charges d'exploitation sont en hausse sensible sur 2021, de l'ordre de 3%.

2. Détail des éléments financiers



Les produits financiers sont quasi nuls, la société n'ayant que des placements à court terme, très peu rémunérés.

Les charges financières évoluent à la hausse depuis 2019 à cause de la contractualisation de nouveaux emprunts supplémentaires pour le financement des travaux du siège et l'achat de véhicules.

D. Les soldes intermédiaires de gestion

1. La valeur ajoutée produite

La valeur ajoutée se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires le coût des matières premières, de la sous-traitance, des autres achats et des charges externes.

	EXERCICE 2020	EN %*	EXERCICE 2020	EN %*	EXERCICE 2019	EN %*
Valeur ajoutée	1 052 408 €	56%	981 383 €	55%	784 025 €	50%

* Du chiffre d'affaires

La valeur ajoutée continue d'augmenter fortement par rapport en 2021 (+71 k€), du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires.

2. L'excédent brut d'exploitation

L'excédent Brut d'Exploitation (EBE) mesure la performance économique de notre société issue de sa seule exploitation. Il ne prend pas en compte les amortissements, ni la politique de financement de l'entreprise, ni les produits et charges exceptionnels.

Pour le calculer, on soustraie de la valeur ajoutée les impôts et taxes, les salaires et les charges sociales.

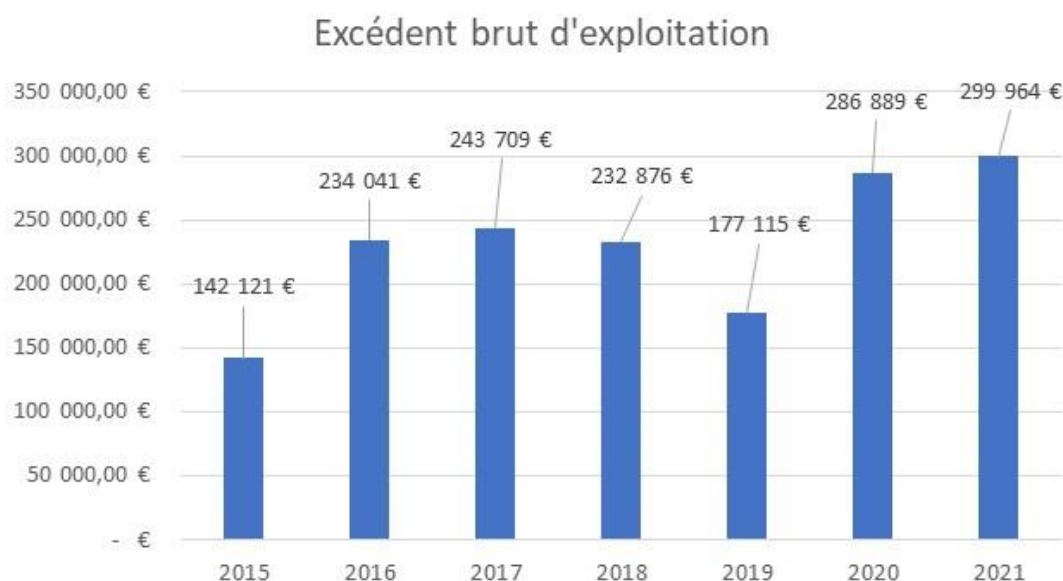
En 2021, l'Excédent Brut d'Exploitation continue d'augmenter par rapport à 2020 (+4,5%) du fait de la hausse du chiffre d'affaires alors que les charges restent contenues. En effet :

- le ratio sous-traitance / CA diminue (8,5% du CA en 2021 contre 10,4% en 2020) ;
- le ratio charges externes diminue sous l'effet de la baisse de l'intérim (22,7% du CA en 2021 contre 24,1% en 2020) ;
- le ratio frais de personnel / chiffre d'affaires augmente légèrement, du fait d'un transfert de charges depuis l'intérim (40% du CA).

	EXERCICE 2021	EN %*	EXERCICE 2020	EN %*	VARIATION 2020/2019	EN %
Excédent brut d'exploitation	299 964 €	16%	286 889 €	16%	+ 13 074€	4,5%

* Du chiffre d'affaires

En 2021, l'Excédent Brut d'Exploitation atteint son plus haut niveau depuis 2015.



E. L'analyse de l'endettement

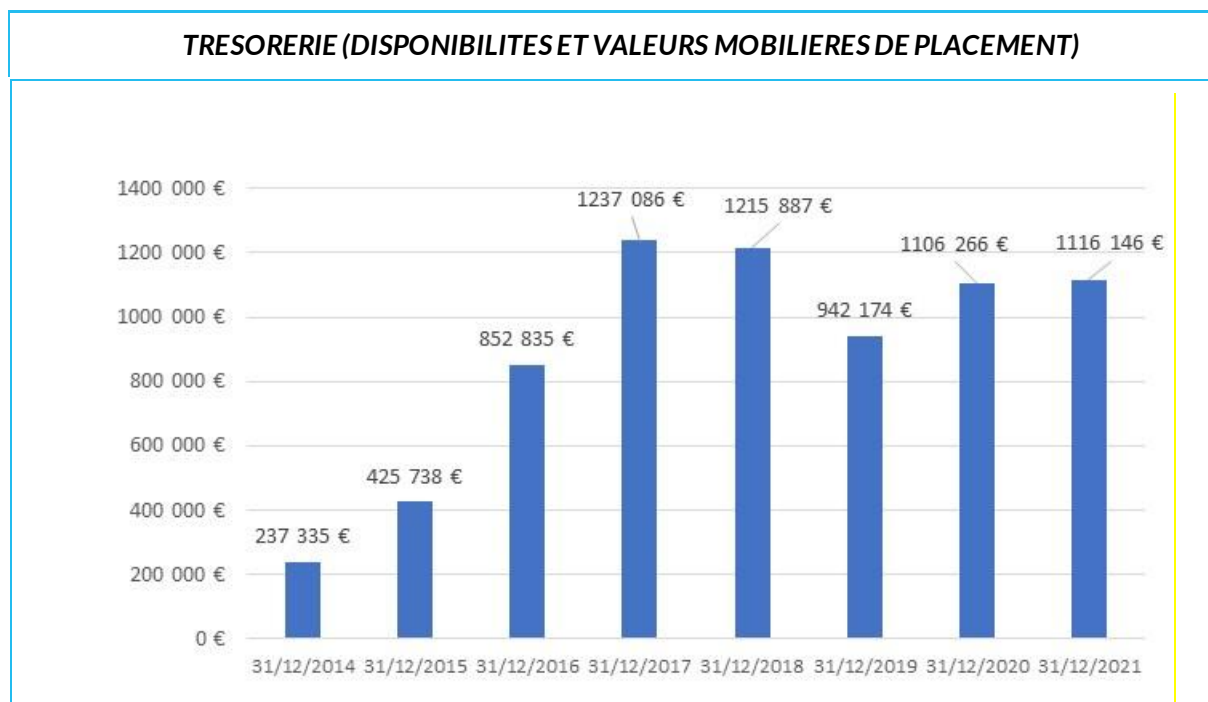
La dette de l'entreprise augmente légèrement en 2021 (+3%). Elle atteint 1 645 803 € en 2021 contre 1 595 175 € en 2020 et 755 346 € en 2019.

Après une hausse importante en 2020 due à la mise en place d'un emprunt pour financer les travaux d'agrandissement du siège, la société a contracté un nouveau prêt en 2021 pour le financement de l'achat d'une chargeuse.

Les ratios financiers restent solides. En effet, le taux d'endettement net s'élève à 28,9%, ce qui montre que la SEMA-E n'est pas très dépendante des financements externes et garde donc des marges de manœuvres générées par ses fonds propres importants.



F. Évolution de la trésorerie



Depuis 2014, la trésorerie de la SEMA-E a augmenté grâce à la vente de matériel à Saumur Agglopropreté et, en 2017 à la vente de la déchèterie à la Communauté d'agglomération.

En 2018 et 2019, la SEMA-E a investi dans de nouveaux projets (Saumur Energies Vertes et Or Norme) avec des versements importants en compte courants. Ces investissements, cumulés avec le paiement des premières échéances pour les travaux de l'agrandissement du siège en 2019, ont contribué à une réduction du montant de la trésorerie, qui reste toutefois à un niveau confortable.

Depuis 2020, une partie de la trésorerie est investie dans des comptes à terme, sécurisés et permettant une rémunération des liquidités.

C. Factures non réglées à la date de clôture

Article D.441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus
Montant total TTC des factures concernées	125 329 €	7 700 €	0 euros	1 747 euros

Article D.441 I, 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus
Montant total TTC des factures concernées	253 266 €	17 754 €	8 132 €	21 270 €

Distribution des dividendes : aucun dividende n'a été versé lors des 3 derniers exercices

Partie 4. APPORTS DE LA SÉMA-E À LA COLLECTIVITE

A. Présentation des EPL

EPL = ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES		
Entreprises	Publiques	Locales
Les EPL sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le Code de commerce. Ce statut est gage de souplesse, de réactivité et de transparence pour les collectivités locales à la fois actionnaires et clientes. Dans les Sem, les actionnaires privés apportent leur savoir-faire et contribuent au management de l'entreprise. Comme toutes les entreprises, les EPL recherchent la satisfaction du client, la performance de gestion, la création de résultats ainsi que la motivation de ses salariés et actionnaires.	Les EPL interviennent dans le cadre des compétences des collectivités locales et se voient ainsi confier la réalisation ou la gestion de multiples missions et services d'intérêt public. Le capital des EPL est majoritairement ou exclusivement détenu les collectivités locales. Une telle maîtrise est pour ces dernières l'assurance que les EPL intégreront pleinement leurs orientations stratégiques et politiques.	L'une des principales forces des Epl réside dans la connaissance du territoire dans lequel elles sont enracinées. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La performance

Les EPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse. Leurs salariés relèvent du droit privé de même que leur comptabilité. Satisfaction du client, recherche de la rentabilité, rapidité des circuits de décision, adéquation constante des moyens aux objectifs de l'entreprise, sont les autres véritables plus apportés par les EPL à la gestion publique locale.

L'ancrage territorial

Les EPL sont des entreprises localement enracinées et dédiées à l'attractivité, au développement et à la cohésion des territoires de leurs actionnaires publics. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La transparence

Les EPL se caractérisent également par la transparence de leur gestion. Ce sont des sociétés très contrôlées, cumulant des contrôles internes et externes à la fois publics (par exemple : Chambre régionale des comptes) et privés (par exemple : Services fiscaux).

La priorité donnée à l'intérêt général et aux citoyens

Si les EPL doivent s'inscrire dans une logique de performance, celle-ci n'est pas guidée par une recherche exclusive de profits. Dans une EPL, l'intérêt général et celui des citoyens priment sur les intérêts purement financiers.

B. Apports de la société à la CASVL et au territoire

Lien entre la Séma-E et la CASVL

Suite à la création de la SPL Saumur Agglopropreté, la Séma-E n'intervient pas en direct pour la CASVL, mais plutôt en sous-traitance de Saumur Agglopropreté (transport de déchets, gestion du centre de transfert).

En tant que prestataire pour les acteurs du territoire

La société assure des prestations pour les collectivités du territoire. Elle réalise en effet des :

- prestations de balayage (contrats annuels ou pluriannuels) ;
- prestations de collecte de déchets ;

Par ailleurs, elle assure des services à destination d'établissements publics du territoire : IFCE, Hôpital de Saumur, établissements scolaires et d'enseignement agricole, mais aussi pour Saumur Habitat.

Elle compte aussi parmi ses clients des acteurs touristiques importants du saumurois comme les campings.

La Séma-E a conclu par ailleurs différents marchés qui impactent directement ou indirectement sur le coût du service « déchets ménagers » de la CASVL : transport des déchets recyclables à Saint Barthélémy d'Anjou et de refus de tri vers Lasse, transport des déchets verts de Bellevue à Cizay-la-Madeleine. Le fait de disposer de cette structure de transport, localisée sur le centre d'environnement de Bellevue, permet d'optimiser les trajets vers les différents exutoires, en cherchant au maximum à ne pas rouler à vide et en limitant les trajets inutiles.

La SEMA-E a également remporté plusieurs marchés de transport de déchets hors de l'Agglomération Saumuroise. Ces contrats permettent de générer des ressources hors du territoire et de les réinvestir, sous différentes formes, sur le territoire Saumurois (investissements, emplois, mutualisation pour permettre d'être compétitifs pour les clients locaux).

Par ailleurs, la SPL a sous-traité à la Séma-E par appel d'offres la gestion du centre de transfert. Cela permet à la Séma-E d'optimiser l'exploitation de la déchèterie pour les professionnels de Bellevue et de mutualiser les coûts de fonctionnement du site entre les deux sociétés. Fin 2019, la SPL a remis en concurrence l'exploitation du centre de transfert. La SemA-E a été retenue pour une durée de 5 ans, soit de 2020 à 2024.

Enfin, la Séma-E assure le portage immobilier du siège de la SPL permettant à cette société de bénéficier d'équipements de qualité. La SemA-E a répondu favorablement au besoin en locaux de Saumur Agglopropreté en portant un important projet de rénovation et agrandissement des locaux du siège social, permettant à la société d'accueillir du personnel supplémentaire en 2020.

Ainsi, on considère que la société assure bien une mission d'intérêt général, puisqu'elle apporte un service aux collectivités locales et aux établissements publics du territoire.

Les apports financiers à la collectivité

La société contribue, en tant qu'acteur économique, au budget de la collectivité, par le biais de la CFE-CVAE, de la taxe foncière et de la TEOM.

Evolution de la SemA-E vers la production et la commercialisation d'énergies renouvelables et vers l'économie circulaire

Le Conseil d'administration a souhaité que la SemA-E s'oriente vers les énergies renouvelables et l'économie circulaire. Cette orientation a été validée par CASVL en conseil communautaire du 16 avril 2017.

C'est pourquoi des parts ont été prises dans Saumur Energies Vertes et dans la société Or Norme. La SEMA-E a évolué en tant qu'outil d'investissement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

La SemA-E est très impliquée dans ces projets, y mobilise d'importants moyens humains et financiers, grâce à sa solidité financière (apport en capital et en compte courant).

La SemA-E prend donc une part dans la mise en œuvre de la transition énergétique du territoire et constitue un des bras armés de la collectivité.